

## IRAK

# Les États-Unis annoncent l'envoi de centaines de soldats supplémentaires

**Le chef du Pentagone Ashton Carter a annoncé hier à Bagdad l'envoi en Irak de centaines de soldats américains supplémentaires pour aider les forces gouvernementales à lutter contre le groupe terroriste Daesh et reprendre la ville de Mossoul.**

Après ce nouveau déploiement, les États-Unis compteront plus de 4 600 militaires en Irak, essentiellement pour des missions de formation des troupes gouvernementales.

La visite de M. Carter -sa quatrième en Irak depuis sa prise de fonction en février 2015- survient deux jours après la reprise par les forces irakiennes de la base aérienne de Qayyarah, à 60 km au sud de Mossoul.

Ce succès est perçu comme une étape cruciale en vue de la bataille pour la reconquête de la deuxième ville du pays, tombée en juin 2014 aux mains de Daesh qui en a fait «capitale» en Irak.

«J'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui (...) que nous avons convenu que les États-Unis déploieront 560 soldats supplémentaires pour donner un coup de pouce aux efforts irakiens en vue d'isoler et augmenter la pression sur Mossoul», a déclaré M. Carter à l'aéroport de Bagdad après avoir rencontré le Premier ministre, Haider Al-Abadi et son homologue irakien de la Défense, Khaled al-Obeidi.

Ils «apporteront aux forces irakiennes un soutien notamment en matière de capacités logistiques et en infrastructures sur la base



Des Irakiens sur les lieux d'un attentat suicide sanglant à Bagdad.

de Qayyarah», qui «deviendra un tremplin vital pour l'offensive (des forces irakiennes) contre Mossoul», a précisé un communiqué du Pentagone. A Bagdad, M. Carter a mis

l'accent sur les succès de la campagne anti-Daesh, deux ans après que le groupe terroriste s'est emparé de vastes régions en Irak. Mais Daesh riposte aux revers subis sur le

terrain militaire par des attaques dévastatrices en Irak et à l'étranger. Il a commis le 4 juillet un attentat suicide à Bagdad qui a fait près de 300 morts, l'un des plus sanglants en Irak depuis l'invasion américaine de 2003.

«Laissez-moi commencer par exprimer mes condoléances et celles des États-Unis pour les attaques terroristes ayant visé le peuple irakien ces dernières semaines», a dit M. Carter devant M. Abadi. Ces attaques «renforcent encore plus notre détermination à aider à vaincre Daesh».

Il a aussi «félicité» les forces irakiennes pour leurs «succès», notamment après la reprise fin juin du fief terroriste de Fallouja puis celle de la base de Qayyarah.

M. Carter avait déclaré aux journalistes avant son arrivée en Irak qu'il «discuterait avec M. Abadi et nos commandants sur place des prochaines étapes de la campagne, notamment la reprise de Mossoul».

L'objectif ultime, avait-il ajouté, est «la reprise par les forces irakiennes de la totalité du territoire irakien, mais Mossoul en constitue bien sûr la plus grosse partie.

## LE MÉDIATEUR DE L'ONU L'AFFIRME

## «Un moment crucial» pour une solution en Syrie

**Le médiateur de l'ONU en Syrie Staffan de Mistura a estimé hier que le moment était «crucial» pour trouver une solution combinant la lutte contre Daesh à la transition politique dans ce pays.**

«Le moment est crucial. Entre maintenant et septembre, nous avons une fenêtre encore ouverte pour trouver une formule combinant la lutte contre Daesh et Al-Nosra (le Front Al-Nosra, (la branche syrienne d'Al-Qaïda, ndlr) avec la transition politique», a déclaré M. de Mistura à Rome.

L'envoyé spécial de l'ONU a estimé en outre, après une entretien avec le chef de la diplo-

matie italienne Paolo Gentiloni, que «la clé réside dans une possible entente entre la Russie et les États-Unis».

Ces deux pays «ont démontré qu'ils étaient capables de se mettre d'accord et les autres suivent», a-t-il ajouté.

M. de Mistura a par ailleurs confirmé «la ferme intention» du secrétaire général de l'ONU et la sienne «de relancer les négociations sur la Syrie (...) le plus rapi-

dement possible». Il y a moins de deux semaines, M. de Mistura avait déjà indiqué au siège de l'ONU qu'il espérait toujours convoquer une nouvelle session de négociations de paix au mois de juillet.

«Nous visons juillet mais pas à n'importe quel prix et pas sans garanties», avait-il déclaré après avoir rencontré le Conseil de sécurité de l'ONU à huis clos.

Il avait expliqué vouloir s'assurer que «quand nous convoquerons les négociations, il y aura une possibilité de progresser vers une transition politique d'ici août». Il s'agit d'un des prin-

cipaux points d'achoppement des négociations entre le pouvoir syrien et l'opposition armée, soutenue par Ryad et Ankara, qui s'opposent sur le rôle que jouerait le président Bachar al-Assad dans une transition.

Deux sessions de pourparlers de paix indirects intersyriens se sont tenues depuis le début de l'année à Genève, sans avancée. Selon la feuille de route fixée par l'ONU, les pourparlers devaient aboutir à la mise en oeuvre d'un organe de transition d'ici le 1<sup>er</sup> août, la rédaction d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'élections mi-2017.

## TURQUIE

## Erdogan défend son projet d'accorder la nationalité turque aux réfugiés syriens

**Le président turc Recep Tayyip Erdogan a défendu son projet d'accorder la citoyenneté turque aux réfugiés syriens en Turquie, une démarche qui a suscité une vague de critiques.**

M. Erdogan a annoncé le 2 juillet que son gouvernement travaillait sur un projet qui permettrait aux réfugiés syriens le souhaitant d'obtenir la nationalité turque.

Ils sont quelque 2,7 millions de Syriens à avoir trouvé refuge en Turquie depuis le début du conflit dans leur pays en 2011. Seuls 10% environ vivent dans des camps, les autres se battent pour s'intégrer à la société et au marché du travail.

Le président turc, cité lundi par la presse turque, a suggéré que les Syriens puissent bénéficier de la double citoyenneté et rester ainsi en Turquie une fois le conflit terminé dans leur pays.

«Est-ce une obligation pour les gens possédant une double citoyenneté de retourner dans leur pays d'origine ?» s'est demandé le



Recep Tayyip Erdogan.

chef de l'Etat turc, donnant l'exemple des travailleurs turcs qui se sont rendus par dizaines de milliers en Allemagne au début des années 1960.

«Personne ne leur a demandé s'ils allaient retourner ou non en Turquie», a-t-il

dit. Dans une volonté d'apaiser les inquiétudes en Turquie au sujet de ce projet, M. Erdogan a insisté sur le fait que la Turquie disposait d'une superficie suffisamment large pour accueillir les Syriens, a rapporté le journal *Hürriyet*.

«Il n'y a rien à craindre, ce pays abrite 79 millions de personnes sur 780 000 mètres carrés de terre. L'Allemagne a une population de 85 millions sur une superficie deux fois moins grande».

Il a notamment suggéré que des Syriens puissent être logés dans les logements vides bâtis par l'agence publique des logements collectifs.

Lundi, le porte-parole du gouvernement, Numan Kurtulmus, a indiqué que «les travaux sur le projet n'avaient pas encore été finalisés».

La démarche du président turc, qui pourrait concerner jusqu'à 300 000 personnes selon le journal *Haberturk*, a suscité une vague de critiques sur les réseaux sociaux, l'opposition parlementaire ayant aussi fait part de son «hostilité», selon des médias.

## ÉGYPTE

## Deux policiers tués dans l'explosion d'une bombe au Sinaï

Deux policiers égyptiens ont été tués hier par l'explosion d'une bombe dans la péninsule du Sinaï, où la branche locale du groupe terroriste Daesh mène une insurrection, a annoncé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Un lieutenant de police et un sergent ont été tués, tandis que deux officiers et un policier ont été blessés, dans l'explosion de cette bombe au passage de leur convoi, sur une route près de la ville d'Al-Arich, dans le nord-est de l'Égypte.

L'agence Amaq, liée à Daesh, a affirmé qu'une bombe posée par des terroristes avait pris pour cible un véhicule de déminage de la police, sans qu'il soit dans l'immédiat possible de savoir s'il s'agissait du même attentat évoqué par le ministère de l'Intérieur.

Le nord de la péninsule du Sinaï est le repaire des terroristes de Daesh, qui y infligent régulièrement des pertes aux forces de sécurité.

Selon le gouvernement, des centaines de policiers et soldats ont péri dans ces attaques, qui frappent aussi parfois Le Caire et le Delta du Nil.

La plupart de ces attentats sont revendiqués par la branche égyptienne de Daesh, qui a aussi dit être responsable de l'attentat à la bombe ayant coûté la vie le 31 octobre aux 224 occupants d'un avion de touristes russes après son décollage de Charm el-Cheikh, station balnéaire du Sinaï.